

Ouvriers et ouvrières de l'industrie du verre

**FORMATION SYNDICALE**

**Convention collective de travail du 26 septembre 2019 conclue au sein de la Commission paritaire de l'industrie verrière relative à la participation à des séances d'information ou à des cours et séminaires de formation organisés par les organisations syndicales de l'industrie du verre**

**CHAPITRE I - DISPOSITIONS GENERALES**

**Article 1<sup>er</sup>.**

La présente convention collective de travail s'applique aux employeurs et aux ouvriers des entreprises ressortissant à la Commission paritaire de l'industrie verrière.

Par « ouvriers » on entend les ouvriers et les ouvrières.

**Article 2.**

La présente convention collective de travail est issue de la coordination de la convention collective de travail du 2 octobre 1973 conclue au sein de la Commission paritaire de l'industrie verrière relative à la participation à des séances d'information ou à des cours et séminaires de formation organisés par les organisations syndicales verrière, modifiée par la convention collective de travail du 10 juin 1999 (n° 51788/CO/115 – texte coordonné enregistré sous n° 2271/CO/15) et de la convention collective de travail du 5 mai 2009, conclue au sein de la Commission paritaire de l'industrie verrière, relative à la participation à des séances d'information ou à des cours et colloques de formation organisés par les organisations syndicales de l'industrie du verre (n° 92261/CO/115).

La présente convention collective de travail remplace et abroge les deux conventions collectives susmentionnées.

**Article 3.**

La présente convention collective de travail est d'application lorsque les organisations les plus représentatives des travailleurs, représentées à la Commission paritaire de l'industrie verrière, organisent des séances d'information ou des cours et colloques d'information en vue du perfectionnement des connaissances économiques, sociales et techniques des membres des organes de représentation des travailleurs.

**Article 4.**

Les journées de congé-éducation payées organisées par les articles 111 et suivants de la loi du 22 janvier 1985 de redressement contenant des dispositions sociales et les journées de formation organisée par les Régions ne peuvent être déduites des journées d'absence autorisées dont question dans la présente convention collective de travail.

Il est rappelé que le recours au congé-éducation payé ne peut être détourné de son objet.

# Commission paritaire 115

## Ouvriers et ouvrières de l'industrie du verre

### CHAPITRE II - BENEFICIAIRES

#### **Article 5.**

Peuvent bénéficier des facilités prévues dans la présente convention collective de travail : les membres effectifs et les membres suppléants des conseils d'entreprise, des CPPT et des délégations syndicales, ainsi que d'autres personnes proposées nominativement par les organisations ouvrières.

### CHAPITRE III - MODALITES D'APPLICATION

#### **Article 6.**

Les organisations des travailleurs qui organisent des séances d'information ou des cours et colloques d'information informeront au début de l'année académique, soit au plus tard pour le 1er octobre, la Fédération de l'Industrie du Verre asbl du contenu succinct de ces cours et séminaires, en reprenant les matières qui y seront examinées, et des dates auxquelles ces formations auront lieu.

#### **Article 7.**

Les impératifs de l'organisation des services étant dûment pris en considération, les organisations ouvrières veillent, en introduisant par écrit la liste des personnes désignées :

- à respecter un délai d'avertissement d'au moins quinze jours vis-à-vis du chef de l'entreprise ;
- à préciser la date et la durée des séances, cours et séminaires organisés.

Le calendrier général des activités mentionnant les méthodes de formation choisies (séminaire, moyens audiovisuels...) prévues dans le cadre de la présente convention collective de travail est communiqué aux employeurs quinze jours avant chaque session au plus tard.

On s'efforce d'éviter l'absence simultanée d'un nombre exagéré de bénéficiaires par service.

#### **Article 8.**

Les employeurs autorisent les personnes désignées à l'article 5 à participer à des séances d'information ou à des cours et séminaires de formation organisés par les organisations ouvrières à des moments pouvant coïncider avec les horaires normaux de travail.

#### **Article 9.**

La durée des absences justifiées pour la participation aux séances, cours et séminaires dont question à l'article 8 est fixée annuellement, dans le cadre de la présente convention collective de travail, suivant le tableau ci-dessous :

Ouvriers occupés dans l'entreprise	Nombre de jours pour l'ensemble des bénéficiaires
moins de 50	15
de 50 à 149	30
de 150 à 499	45
de 500 à 999	60

## Commission paritaire 115

### Ouvriers et ouvrières de l'industrie du verre

de 1.000 à 1.999	75
à partir de 2.000	90

Par entreprise, l'on entend l'unité technique d'exploitation.

Le nombre d'ouvriers entrant en ligne de compte est le même que celui pris en considération pour le financement visé à l'article 10.

Ces journées d'absence justifiée ne peuvent être fractionnées en-deçà d'un jour entier; elles doivent être prises au cours de la période couverte par une année académique (soit du 1er septembre d'une année civile au 31 août de l'année civile suivante) et ce, sans report sur une année académique ultérieure sauf accord préalable de l'employeur.

#### CHAPITRE IV - FINANCEMENT

##### **Article 10.**

Afin de compenser la perte de salaire pour l'absence prévue et contribuer au financement de la formation syndicale, une cotisation de 0,065 % est due par les employeurs.

Les cotisations dues par les employeurs sont calculées sur les rémunérations brutes des ouvriers visés à l'article 1 qui sont occupés en Belgique.

La rémunération brute est déterminée conformément aux dispositions en vigueur pour l'établissement des formulaires de déclarations destinées à l'Office national de Sécurité sociale.

La perception et le recouvrement de ladite cotisation sont assurés par l'Office national de Sécurité sociale, en application de l'article 7 de la loi du 7 janvier 1958 sur les Fonds de Sécurité d'existence.

Le Fonds de Sécurité d'existence pour l'industrie du verre reçoit de l'ONSS les cotisations perçues par elle, comme prévu à l'article 11 de la présente convention collective de travail.

Cette cotisation remplace toutes les dispositions de financement de la formation syndicale avant le 1<sup>er</sup> avril 2015 au niveau de la commission paritaire.

La matière de financement relève exclusivement de la compétence de la Commission paritaire de l'industrie verrière.

##### **Article 11.**

Pour assurer le financement de la formation syndicale, le Fonds de Sécurité d'existence pour l'industrie du verre verse, chaque année à partir de 2009, au Fonds social des Ouvriers de l'industrie verrière une dotation annuelle de 200.000 €. Ce montant remplace le montant précédent qui s'élevait à 125.000 €.

##### **Article 12.**

## **Commission paritaire 115**

### **Ouvriers et ouvrières de l'industrie du verre**

Le défraiement pour les frais du secrétariat de la section « formation professionnelle » du Fonds de Sécurité d'existence pour l'industrie du verre passera à un montant forfaitaire annuel de 100.000 €.

#### **CHAPITRE V- PROCEDURE D'ENQUETE POUR LES DIFFERENDS**

##### **Article 13.**

Les différends relatifs à l'application de la présente convention collective de travail peuvent être examinés dans le cadre de la procédure normale de conciliation.

#### **CHAPITRE VI - DUREE DE VALIDITE**

##### **Article 14.**

La présente convention collective de travail entre en vigueur le 26 septembre 2019 et est conclue pour une durée indéterminée. Elle peut être dénoncée par une des parties moyennant un préavis de trois mois envoyé par lettre recommandée à la poste adressée au Président de la Commission paritaire de l'industrie verrière et aux organisations représentées à la commission paritaire précitée.

##### **Article 15.**

La présente convention collective de travail sera déposée au Greffe de la Direction Générale Relations Collectives de Travail du Service Public Fédéral Emploi, Travail et Concertation Sociale et la force obligatoire par arrêté royal sera demandée.

#### **CHAPITRE VII - AFFILIATION**

##### **Article 16.**

Les branches et entreprises relevant de la Commission paritaire nationale de l'industrie verrière qui ne sont pas liées par la présente convention collective de travail peuvent y adhérer.

\*\*\*

**Paritair comité 115**  
**Arbeiders en arbeidsters van de glasindustrie**

**SYNDICALE VORMING**

**Collectieve arbeidsovereenkomst van 26 september 2019, gesloten in de schoot van het Paritair Comité voor het Glasbedrijf, betreffende de deelname aan informatiesessies of vormingscursussen en -symposia georganiseerd door de vakbondsorganisaties van de glasnijverheid**

**HOOFDSTUK I - ALGEMENE BEPALINGEN**

**Artikel 1.**

Deze collectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing op de werkgevers en arbeiders van de ondernemingen die ressorteren onder het Paritair Comité voor het Glasbedrijf.

Onder « arbeiders » verstaat men zowel arbeiders als arbeidsters.

**Artikel 2.**

Deze collectieve arbeidsovereenkomst is het resultaat van de coördinatie van de collectieve arbeidsovereenkomst van 2 oktober 1973, gesloten in het kader van het Paritair Comité voor het Glasbedrijf betreffende de deelname aan informatiesessies of vormingscursussen en -symposia georganiseerd door de vakbondsorganisaties van de glasnijverheid, gewijzigd bij de collectieve arbeidsovereenkomst van 10 juni 1999 (nr. 51788/CO/115 - gecoördineerde tekst geregistreerd onder nr. 2271/CO/15) en van de collectieve arbeidsovereenkomst van 5 mei 2009 gesloten in het kader van het Paritair Comité voor het Glasbedrijf betreffende de deelname aan informatiesessies of vormingscursussen en –symposia georganiseerd door de vakbondsorganisaties van de glasindustrie (nr. 92261/CO/115).

Deze collectieve arbeidsovereenkomst vervangt en heft de twee bovengenoemde collectieve arbeidsovereenkomsten op.

**Artikel 3.**

Deze collectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing wanneer informatiesessies of vormingscursussen en -symposia ingericht worden door de meest representatieve organisaties van de werknemers, vertegenwoordigd in het Paritair Comité voor het Glasbedrijf, ter vervolmaking van de economische, sociale en technische kennis van de leden van de vertegenwoordigingsorganen van de werknemers

**Artikel 4.**

De dagen van betaald educatief verlof, georganiseerd door de artikelen 111 en volgende van de wet van 22 januari 1985 betreffende de aanpassing van de sociale bepalingen en de door de gewesten georganiseerde opleidingsdagen, kunnen niet in mindering worden gebracht op

**Paritair comité 115**  
**Arbeiders en arbeidsters van de glasindustrie**

de toegestane dagen van afwezigheid die in deze collectieve arbeidsovereenkomst worden vermeld.

Er wordt aan herinnerd dat het gebruik van betaald educatief verlof niet van zijn doel kan worden afgeleid.

**HOOFDSTUK II - BEGUNSTIGDEN**

**Artikel 5.**

Kunnen de in deze collectieve arbeidsovereenkomst voorziene faciliteiten genieten : vaste en plaatsvervangende leden van de ondernemingsraden, van de CPBW en van de vakbondsafvaardigingen, alsmede andere door de werkliedenorganisaties met de naam voorgedragen personen.

**HOOFDSTUK III - TOEPASSINGSMODALITEITEN**

**Artikel 6.**

De werknemersorganisaties die informatiesessies of vormingscursussen en –symposia inrichten zullen aan het begin van het academische jaar, hetzij ten laatste op 1 oktober, het Verbond van de Glasindustrie vzw de beknopte inhoud bezorgen van deze cursussen en seminaries, met de thema's van de vorming, en de data waarop deze vormingen zullen plaatsvinden.

**Artikel 7.**

Nadat rekening werd gehouden bij het schriftelijk indienen van de lijst der aangewezen personen met de organisatie van de diensten, waken de werkliedenorganisaties erover :

- een verwittigingstermijn van ten minste vijftien dagen in acht te nemen;
- de datum en de duur van de ingerichte vergaderingen, cursussen en symposia te preciseren.

Het algemeen organisatieschema van de activiteiten waarin de gekozen vormingsmethoden worden vermeld (symposia, audiovisuele middelen, enz ...) die zijn vastgesteld in het kader van deze collectieve arbeidsovereenkomst, wordt ter kennis gebracht van de werkgevers ten laatste vijftien dagen vóór elke zitting.

Getracht wordt de gelijktijdige afwezigheid van een overdreven aantal begunstigden per dienst te voorkomen.

**Artikel 8.**

De werkgevers staan de in artikel 5 aangewezen personen toe deel te nemen aan informatievergaderingen, vormingscursussen en symposia die door de werkliedenorganisaties worden ingericht op tijdstippen die kunnen samenvallen met de normale arbeidsduur.

**Artikel 9.**

De duur van de gerechtvaardigde afwezigheden voor de deelneming aan de vergaderingen, cursussen en symposia waarvan sprake in artikel 8, wordt jaarlijks in het kader van deze collectieve arbeidsovereenkomst vastgesteld volgens de hiernavermelde tabel :

**Paritair comité 115**  
**Arbeiders en arbeidsters van de glasindustrie**

In de onderneming tewerkgestelde werklieden en werksters	Aantal dagen voor alle begunstigden samen
minder dan 50	15
van 50 tot 149	30
van 150 tot 499	45
van 500 tot 999	60
van 1.000 tot 1.999	75
vanaf 2.000	90

Onder onderneming wordt verstaan, de technische exploitatieeenheid.

Het aantal arbeiders dat in aanmerking wordt genomen is hetzelfde als dat waarmede rekening wordt gehouden voor de in artikel 10 bedoelde financiering.

Deze dagen van gerechtvaardigde afwezigheid mogen niet worden versnipperd in minder dan een volledige dag; zij moeten genomen worden tijdens de periode die overeenstemt met een academisch jaar (zijnde van 1 september van een kalenderjaar tot 31 augustus van het volgende kalenderjaar) en dit zonder overdracht op een volgend academisch jaar behalve met de voorafgaande toestemming van de werkgever.

#### HOOFDSTUK IV - FINANCIERING

##### **Artikel 10.**

Teneinde het loonverlies tijdens de toegestane afwezigheid op te vangen en bij te dragen tot de financiering van de vakbondsvorming, moeten de werkgevers een bijdrage van 0,065% storten.

De door de werkgevers te betalen bijdragen worden berekend op de brutolonen van de arbeiders bedoeld in artikel 1 die in België tewerkgesteld zijn.

Het brutoloon wordt bepaald overeenkomstig de bepalingen die van kracht zijn voor het opstellen van de aangifteformulieren bestemd voor de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid.

De inning en de invordering van de bijdrage worden verzekerd door de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid, in toepassing van artikel 7 van de wet van 7 januari 1958 over het Fonds voor Bestaanszekerheid.

Het Fonds voor Bestaanszekerheid van de Glasnijverheid ontvangt van de RSZ de bijdragen die het geïnd heeft, zoals voorzien in artikel 11 van deze collectieve arbeidsovereenkomst.

Deze bijdrage vervangt alle financieringsbepalingen van de syndicale vorming van kracht vóór 1 april 2015 op het niveau van het Paritair Comité.

De financieringsmaterie behoort exclusief tot de bevoegdheid van het Paritair Comité voor het Glasbedrijf.

## **Paritair comité 115**

### **Arbeiders en arbeidsters van de glasindustrie**

#### **Artikel 11.**

Ten einde de financiering van de syndicale vorming te verzekeren, stort het Fonds voor Bestaanszekerheid van de glasnijverheid, elk jaar vanaf 2009, aan het Sociaal Fonds van Arbeiders van de glasnijverheid een jaarlijkse dotatie van 200.000 €. Dit bedrag vervangt het vorige bedrag dat 125.000 € bedroeg.

#### **Artikel 12.**

De begroting van de secretariaatskosten van de sectie "beroepsopleiding" van het Fonds voor Bestaanszekerheid van de glasnijverheid zal op een jaarlijks forfaitair bedrag van 100.000 € worden gebracht.

### **HOOFDSTUK V - ONDERZOEKSPROCEDURE VAN DE GESCHILLEN**

#### **Artikel 13.**

De geschillen met betrekking tot de toepassing van deze collectieve arbeidsovereenkomst kunnen worden onderzocht in het kader van de normale verzoeningsprocedure.

### **HOOFDSTUK VI - GELDIGHEIDSDUUR**

#### **Artikel 14.**

Deze collectieve arbeidsovereenkomst wordt van kracht op 26 september 2019 en is gesloten voor een onbepaalde tijd. Zij kan worden opgezegd door één der partijen met inachtneming van een opzeggingstermijn van drie maanden, betekend bij een ter post aangetekende brief, gericht aan de Voorzitter van het Paritair Comité voor het Glasbedrijf en tot de erin vertegenwoordigde organisaties.

#### **Artikel 15.**

Deze collectieve arbeidsovereenkomst wordt neergelegd ter Griffie van de Dienst van de Collectieve Arbeidsbetrekkingen van de Federale Overheidsdienst Arbeid, Tewerkstelling en Sociaal Overleg en een aanvraag tot algemene verbindend verklaring bij koninklijk besluit zal worden gevraagd.

### **HOOFDSTUK VII - TOETREDING**

#### **Artikel 16.**

De takken en ondernemingen die onder het Paritair Comité voor het Glasbedrijf ressorteren en door deze collectieve arbeidsovereenkomst niet gebonden zijn mogen erbij aansluiten.

\*\*\*